

THINK TANK · FINANCE

Octobre 2026

Mali : au-delà de la note de Moody's, les fondamentaux d'une économie résiliente



Harouna Niang
Économiste, ancien ministre malien

Moody's a abaissé la perspective de la note du Mali. Harouna Niang rappelle une croissance attendue d'environ 5 % en 2025, une dette jugée modérée par le FMI et des atouts durables.

La récente décision de Moody's de réviser de « stable » à « négative » la perspective de la note souveraine du Mali a suscité de nombreux commentaires dans les milieux économiques et financiers.

Comme toute évaluation de risque, cette décision mérite d'être examinée avec sérieux. Les agences de notation jouent un rôle important dans les marchés internationaux en fournissant aux investisseurs une appréciation de la capacité d'un État à honorer ses engagements financiers.

> *Mais une notation souveraine n'est pas une évaluation du potentiel global d'une nation. Elle constitue avant tout une appréciation du risque de crédit à court et moyen terme. Cette distinction est essentielle.*

Car si les risques immédiats sont réels, ils ne résument pas à eux seuls la trajectoire économique d'un pays.

Des défis réels, mais une résilience démontrée

Le Mali fait face à des contraintes sécuritaires, budgétaires et institutionnelles importantes. Personne ne saurait les nier.

Cependant, l'analyse du risque doit également prendre en compte un élément souvent sous-estimé : la capacité de résilience de l'économie malienne.

Au cours des quinze dernières années, le pays a traversé une crise sécuritaire majeure, des changements politiques profonds, la pandémie de Covid-19, des sanctions régionales, des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et plusieurs épisodes climatiques extrêmes.

Malgré ces chocs successifs, l'État est resté fonctionnel, les administrations ont continué à opérer, les services publics essentiels ont été maintenus et l'économie a poursuivi sa croissance.

Selon les dernières analyses du Fonds monétaire international, la croissance économique malienne devrait atteindre **environ 5 % en 2025**, soutenue par la production agricole, les services et le démarrage de nouvelles activités minières, notamment dans le lithium. Le FMI souligne lui-même la résilience de l'économie malienne malgré un environnement particulièrement difficile.

Cette capacité de résistance constitue un facteur fondamental dans l'appréciation du risque à long terme.

Une dette maîtrisée comparativement à de nombreux États

L'un des éléments qui mérite une analyse plus nuancée concerne la dette publique.

Contrairement à certaines économies développées dont les ratios d'endettement dépassent largement 80 %, 100 % voire 120 % du PIB, le Mali ne se trouve pas aujourd'hui dans une situation de surendettement comparable.

Le FMI considère actuellement que le **risque global de surendettement du Mali demeure modéré** et anticipe même une légère diminution du ratio dette/PIB à moyen terme sous l'effet de la discipline budgétaire et de l'amélioration progressive des recettes publiques.

Le défi principal du Mali n'est donc pas celui d'une dette incontrôlée.

Il réside davantage dans l'élargissement de sa base productive, l'amélioration de la mobilisation fiscale et la diversification de ses sources de croissance.

Un potentiel économique qui dépasse les indicateurs de court terme

Les agences de notation évaluent principalement les vulnérabilités actuelles. C'est leur mission.

Mais cette approche peut parfois sous-estimer certains facteurs structurels qui façonnent la croissance future.

Le Mali demeure l'un des principaux producteurs d'or du continent africain. Malgré les difficultés récentes du secteur minier, la production aurifère reste un pilier majeur de l'économie nationale. Le pays développe également une nouvelle filière stratégique avec l'exploitation du lithium, ressource essentielle à la transition énergétique mondiale.

L'agriculture demeure un autre levier considérable de développement. Avec d'importantes terres cultivables, des ressources hydriques significatives et un marché régional en croissance, le potentiel de transformation agroalimentaire reste largement sous-exploité.

À cela s'ajoutent :

- une population jeune ;
- une position géographique stratégique au cœur de l'Afrique de l'Ouest ;
- des opportunités dans l'énergie et les infrastructures ;
- une demande intérieure en progression.

Ces éléments ne suppriment pas les risques identifiés par Moody's, mais ils méritent d'être intégrés dans une lecture équilibrée de la trajectoire économique du pays.

Les limites des notations souveraines

Il est également légitime de s'interroger sur certaines limites méthodologiques des notations internationales.

Par construction, les agences accordent davantage de poids aux équilibres financiers immédiats, aux contraintes institutionnelles présentes et aux risques politiques de court terme.

Elles rencontrent plus de difficultés à intégrer des facteurs tels que :

- la valeur future des ressources naturelles ;
- les effets de réformes structurelles récentes ;
- le potentiel démographique ;
- les capacités de transformation industrielle ;
- les changements de modèles économiques à long terme.

Cette observation ne concerne pas uniquement le Mali. Elle s'applique à de nombreuses économies émergentes dont les transformations profondes se déroulent sur plusieurs décennies alors que les marchés financiers raisonnent souvent sur quelques années.

Reconnaître cette limite ne revient pas à contester la légitimité des agences de notation. Cela consiste simplement à rappeler qu'une note de crédit n'est pas une mesure exhaustive de la valeur économique future d'un pays.

Ce que les investisseurs doivent observer

Au-delà des notations, plusieurs indicateurs méritent aujourd'hui une attention particulière.

Premièrement, la capacité du Mali à poursuivre l'amélioration de ses recettes fiscales.

Deuxièmement, les progrès dans la transformation locale des ressources minières et agricoles.

Troisièmement, la diversification progressive des exportations grâce à l'émergence de nouvelles filières, notamment le lithium.

Quatrièmement, les investissements dans l'énergie, les infrastructures et le capital humain.

Cinquièmement, le maintien de la stabilité macroéconomique et du cadre monétaire de l'UEMOA.

Ce sont ces facteurs qui détermineront durablement la capacité du pays à générer de la richesse, attirer les capitaux et améliorer son profil de crédit.

La note n'est pas le destin

Les investisseurs les plus performants ne recherchent pas uniquement les économies déjà arrivées à maturité. Ils s'intéressent également aux économies capables de transformer leurs atouts en croissance durable.

Le Mali traverse une période exigeante de son histoire économique. Mais il dispose également d'atouts structurels importants : des ressources naturelles stratégiques, un potentiel agricole considérable, une population jeune et une résilience démontrée face aux chocs.

La décision de Moody's constitue un signal que les autorités et les acteurs économiques doivent prendre en considération.

Elle ne constitue toutefois ni un verdict définitif ni une condamnation de l'avenir économique du pays.

L'histoire économique montre que les trajectoires nationales sont davantage déterminées par la qualité des réformes, la capacité d'innovation et la mobilisation des ressources que par les notations attribuées à un instant donné.

Le véritable enjeu pour le Mali est désormais de transformer son potentiel en résultats mesurables. C'est sur cette trajectoire que se construira durablement la confiance des investisseurs, bien au-delà des fluctuations conjoncturelles des évaluations de risque.

Sources de référence

1. Fonds monétaire international (FMI) — analyses récentes de l’économie malienne : croissance d’environ 5 % attendue en 2025.
2. FMI, eLibrary — analyse de viabilité de la dette du Mali : risque global de surendettement modéré.
3. Reuters — production aurifère et démarrage de l’exploitation du lithium au Mali.

Alliance des Cadres et Experts Maliens — Think Tank
acem-mali.org · contact-info@acem-mali.org